



LC¹

LETTRÉ DE CANDIDATURE

En cas de candidature d'un groupement d'entreprises, celui-ci utilisera préférablement le formulaire LEXPOL spécifique « LC2 ».

Le candidat ne remplit qu'un seul LC1 quel que soit le nombre de lots auquel il soumissionne.

A – Identification de l'acheteur public

L'assemblée de la Polynésie française est l'acheteur public.

Elle est représentée par Monsieur Gaston TONG SANG, président – Place TARAHOI – BP 28 (98 713) Papeete, tél : 40 41 63 87 – qui est l'autorité compétente pour mener les opérations de passation et de signature du marché.

Le service des moyens logistiques est le service coordonnateur des achats.

B – Objet de la consultation

Le marché a pour objet la **fourniture de postes informatiques**

C – Objet de la candidature

La candidature est présentée :

pour le marché public :
(Indiquer l'intitulé du lot tel qu'il figure dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

- Référence n° :

pour le lot du marché public :
(Indiquer l'intitulé du lot tel qu'il figure dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

- Lot n° :

les lots du marché public :
(Indiquer l'intitulé des lots tels qu'ils figurent dans l'avis d'appel public à la concurrence ou la lettre de consultation.)

- Lot n° :

- Lot n° :

- Lot n° :

- Lot n° :

pour tous les lots du marché public.

¹ « Lettre de candidature »

D – Présentation du candidat individuel

➔ **Nom commercial et dénomination sociale du candidat individuel :**

-

➔ **Numéro TAHITI (ou RIDET ou SIRET) :**

➔ **Coordonnées du candidat :**

■ **Adresse géographique**
de l'établissement :

■ **Adresse postale**
de l'établissement :

■ **Adresse géographique**
du siège (*) :

■ **Adresse postale**
de l'établissement (*) :

■ **Téléphone :** 40. ■ **Télécopie :** 40.

■ **Adresse courriel :**@.....

➔ **Forme juridique du candidat individuel :**

(Entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.)

-

➔ **Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le candidat :**

(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. Joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le candidat.)

-

Afin de justifier de sa capacité, le candidat transmettra à l'appui de sa lettre de candidature :

- l'extrait K-bis ou l'acte officialisant la délégation conférée au candidat dûment daté et signé du représentant légal de l'entreprise.

E - Interdictions de soumissionner

Afin d'attester qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévu à l'article LP 233-1 du code polynésien des marchés publics, le candidat individuel produit une déclaration sur l'honneur².

F – Redressement judiciaire

➔ **L'entreprise fait l'objet d'une procédure de redressement judiciaire :**

OUI NON

➔ **Dans l'affirmative, joindre en annexe** copie des documents suivants (le cas échéant) :

- Copie du ou des jugements
- En période d'observation : attestation du juge commissaire habilitant l'entreprise à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution de l'accord-cadre

G – Obligations fiscales ou sociales

² A cet effet, le candidat devra remplir le formulaire « LC3 » (Déclaration sur l'honneur) disponible en ligne sur LEXPOL, espace Marchés publics, rubrique « Documents du marché » / Modèles de documents et dans le dossier de candidature en version papier.

Récapitulatif des pièces demandées par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le candidat pour justifier qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

- Attestation de la Direction des impôts et des contributions publiques et de la Recette des impôts ;
(justifiant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale régulière du candidat à l'égard de ses obligations déclaratives)
- Attestation de la Direction générale des finances publiques / Trésor public ;
(justifiant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, de la situation fiscale régulière du candidat à l'égard de ses obligations de paiement des impôts exigibles)
- Attestation établie par la Caisse de prévoyance sociale.
(justifiant, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, que le candidat est à jour de ses obligations de déclaration et pour les régimes contributifs, de paiement des cotisations, majorations et pénalités et autres contributions exigibles)

H – Renseignements relatifs aux capacités financières, techniques et professionnelles du candidat individuel

Récapitulatif des pièces demandées par l'acheteur public dans l'avis d'appel public à la concurrence, le règlement de consultation ou la lettre de consultation qui doivent être fournies, en annexe du présent document, par le candidat individuel pour justifier de ses capacités financières, techniques et professionnelles :

- la déclaration concernant le chiffre d'affaire global des trois (3) derniers exercices clos disponibles ;
- la liste de prestations similaires effectuées au cours des trois dernières années avec les attestations ou déclarations nécessaires ;
- une déclaration indiquant les moyens matériels, humains et techniques dont dispose le candidat.

I - Capacités des opérateurs économiques sur lesquels le candidat individuel s'appuie pour présenter sa candidature (*)

(*) Rubrique à renseigner dans l'hypothèse où le candidat s'appuie sur la ou les capacités d'un autre opérateur économique, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à cet opérateur, en application du II de l'article LP 233-2 du CPMP.

➤ **Désignation du (des) opérateur(s) (*) :**

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale de chaque opérateur économique, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de l'adresse de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie, son numéro TAHITI.]

-
-
- (...)

➤ **Nature du lien juridique : (sous-traitance, filiale, société- mère° ...)**

-

(*Joindre, pour chaque opérateur économique tous les renseignements demandés par l'acheteur dans l'avis d'appel à la concurrence ou dans les documents de la consultation. Le candidat individuel sera tenu d'apporter la preuve que chacun des opérateurs économiques mettra à sa disposition les moyens nécessaires pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre).

J - Signature du candidat individuel

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager l'opérateur économique qu'il représente.